

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 22/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CURB - Société VALMY DEFENSE 82 (SVD 82)

Côte de la Lombardie
76000 ROUEN

Références : UDRD-2023-11-T-711
Code AIOT : 0005800445

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement CURB - Société VALMY DEFENSE 82 (SVD 82) implanté Côte de Lombardie CD 43 76000 Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action régionale de l'inspection des installations classées, relative aux contrôles inopinés des rejets dans l'eau avec prélèvement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CURB - Société VALMY DEFENSE 82 (SVD 82)
- Côte de Lombardie CD 43 76000 Rouen
- Code AIOT : 0005800445
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La chaufferie de la côté de la Lombardie, à Rouen, dite « CURB » (Chauffeie Urbaine Rouen-Bihorel), est équipée de chaudières au gaz naturel, d'une chaudière à la biomasse, et de deux unités de cogénération pour la production d'électricité. Elle fournit de l'énergie au réseau de chaleur de la Métropole Rouen Normandie.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets dans l'eau- contrôle avec prélèvement pour analyses
- qualité de la chaîne de mesure « eau »

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Mesure du débit	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	Sans objet
4	Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 14/02/2022, article 2.1.4	Sans objet
5	Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse	Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure une autosurveillance annuelle de ses rejets dans l'eau, telle que prescrite par son arrêté préfectoral.

L'inspection a cependant relevé trois non-conformités relatives aux points de prélèvement (problème d'accessibilité au point de prélèvement 1B, mauvais état du déversoir pour la mesure du débit au point 1B, et remise à niveau du point de prélèvement 1C), pour lesquelles l'exploitant s'est engagé à prendre des mesures correctives, et qui ont donné lieu à trois demandes de la part de l'inspection. Des bons de commandes signés afférents à ces 3 constats sont attendus sous 2 mois. Par ailleurs, deux observations ont également été formulées par l'inspection pour permettre à l'exploitant d'améliorer ses pratiques, notamment en ce qui concerne les conditions de conservation des échantillons dans l'attente de leur analyse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Risques chroniques, Pose matériel
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le site est doté de deux points de prélèvement pour les rejets d'eaux de process (condensat des chaudières) : 1B (chaufferie et cogénération 2) et 1C (cogénération 1). Les eaux rejetées à ces points sont accessibles depuis des trappes en extérieur. Aucun matériel de mesure n'est installé à demeure : l'autosurveillance est entièrement réalisée par un prestataire avec son matériel. Pour les contrôles, les prélèvements sont asservis au temps, faute de mesure de débit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Positionnement
Prescription contrôlée : Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : Le point 1B est souterrain, à environ 4m de profondeur, sans échelle d'accès, sans plate-forme au niveau des écoulements. Les interventions ne sont pas sécurisées, et les organismes de prélèvement doivent rester en surface, ce qui rend la tâche complexe pour bien positionner les sondes et le préleveur. Alerté sur ce point par l'inspection, l'exploitant s'est engagé à se mettre en conformité. Il a indiqué, par téléphone, le 14 novembre 2023, être en contact avec des organismes de prélèvement pour calibrer les travaux correspondants. Tenant compte de cet engagement, il n'est pas proposé de suite administrative à ce stade.

Demande n°1 : l'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour mettre son point de prélèvement 1B en conformité avec l'article 50 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, en le rendant aisément accessible, et en permettant des interventions en toute sécurité. L'exploitant doit prouver l'avancement de sa démarche en transmettant un bon de commande signé des travaux nécessaires, sous 2 mois. En tout état de cause, ce point de prélèvement devra être accessible à l'occasion de la prochaine mesure annuelle réalisée par l'exploitant dans le cadre de son autosurveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Mesure du débit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 51
Thème(s) : Risques chroniques, Réglage
<p>Prescription contrôlée : Les points de mesure et les points de prélèvement d'échantillons sont équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures prévues aux articles 58, 59 et 60 dans des conditions représentatives.</p> <p>Constats : Le point 1B est équipé d'un déversoir à minces parois triangulaire. Ce matériel n'étant pas accessible depuis la surface (cf point de contrôle n°2), il n'a pas été possible de vérifier sa conformité aux règles de l'art. Cependant, il apparaît abîmé (parois déformée, incurvée) et encombré (présences de gravats de gros volumes dans l'eau), ce qui constitue un écart réglementaire. De même que pour le point de contrôle n°2, l'exploitant s'est engagé à se remettre en conformité.</p> <p>Demande n°2 : l'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour remettre en conformité son point de prélèvement 1B vis-à-vis de l'article 51 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, en nettoyant et réparant son déversoir à minces parois. Il pourra utilement se baser sur les règles de l'art établies par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie en la matière. L'exploitant prouvera l'avancée de ses démarches en transmettant un bon de commande signé des travaux nécessaires sous 2 mois.</p> <p>Observation n°1 : l'exploitant profitera de ces travaux pour s'assurer que son point de mesure est conforme à l'alinéa 2 de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc), en s'appuyant sur les règles de l'art de l'Agence de l'Eau.</p> <p>Le point de prélèvement 1C n'est pourvu d'aucun dispositif permettant un prélèvement en continu sur 24h : les points accessibles sont une fosse, et un canal de sable en aval. L'exploitant a expliqué qu'aucun rejet d'eau n'avait eu lieu à ce point en 2023, et qu'aucun n'était attendu avant la fin de l'année, car la cogénération 1 est à l'arrêt, pour raisons commerciales. L'organisme assurant le contrôle inopiné a indiqué que pour ce point, il ne peut réaliser qu'un prélèvement ponctuel dans la fosse, lorsqu'il constate un débit de rejet en aval selon les mêmes modalités du prélèvement de 2022 .</p>

Demande n°3 : l'exploitant doit prendre toutes les mesures nécessaires pour remettre en conformité son point de prélèvement 1C vis-à-vis de l'article 51 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Il pourra utilement se baser sur les règles de l'art établies par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie en la matière. L'exploitant prouvera l'avancée de ses démarches en transmettant un bon de commande signé afférent aux travaux nécessaires sous 2 mois. À défaut, il doit pouvoir justifier, en tout temps, qu'aucun rejet dans l'eau ne provient de la cogénération 1.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prélèvement - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

Référence réglementaire : Autre du 14/02/2022, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Extraits :</p> <p>Le matériel à utiliser dans le cadre de la surveillance devra être inerte vis-à-vis des substances et des paramètres soumis à la surveillance dans les rejets aqueux.</p> <p>La norme FD T 90-523-2 définit des dispositions pour la sélection, le nettoyage du matériel ainsi que les contrôles métrologiques à mener sur l'échantillonneur et les critères à respecter.</p> <p>Dans le cas d'un recours à un échantillonneur automatique, celui-ci devra être réfrigéré, fixe ou portable, ayant la capacité à constituer un échantillon pondéré en fonction du débit et /ou du temps sur toute la période considérée. La température de l'enceinte de l'échantillonneur devra être de 5 ± 3 °C durant toute l'étape de prélèvement.</p> <p>L'échantillonneur mono-flacon devra être utilisé dans le cas d'échantillonnage proportionnel au débit. Dans le cas d'échantillonnage proportionnel au temps, c'est l'échantillonneur multi-flacons (24 flacons) qui sera utilisé afin de reconstituer un échantillon moyen.</p> <p>Pour des raisons de qualité de la mesure, l'utilisation en l'état des échantillonneurs pour la surveillance des paramètres tels que la DBO5, la DCO, les MES, l'azote et le phosphore n'est pas adaptée pour le suivi des substances dangereuses. Les échantillonneurs devront être modifiés. Le FD T 90-523-2 liste les matériaux à utiliser pour la surveillance des substances dangereuses.</p> <p>Lorsque la surveillance concerne les macro-polluants et les substances dangereuses, un seul échantillonneur est mis en œuvre dans la configuration « substances dangereuses », à savoir : échantillonneur équipé d'un tuyau d'aspiration en téflon et d'un flacon collecteur en verre.</p> <p>A la fin de l'échantillonnage, l'exploitant ou le prestataire de prélèvement devra valider l'opération d'échantillonnage en s'assurant que le volume final collecté corresponde au volume unitaire réel prélevé multiplié par le nombre de prélèvements réalisés avec une tolérance, sur l'écart volume final/volume théorique, fixée et annoncée par l'organisme de prélèvement. Le cas échéant, si le critère n'est pas respecté, l'opérateur de prélèvement devra en rechercher les causes et pourra être amené à refaire l'opération d'échantillonnage.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne dispose d'aucun matériel de mesure ou de prélèvement en propre. Tout est fourni par son prestataire, qui assure l'autosurveillance annuelle.</p> <p>Le laboratoire, mandaté par la DREAL qui a assuré le présent contrôle inopiné, était équipé d'un</p>

<p>préleveur automatique associé à un contenant réfrigéré, dont la température a été vérifiée. Le flacon de prélèvement était en verre. L'échantillon était pondéré en fonction du temps, du fait de l'impossibilité de le corrélérer au débit de rejet, en l'absence de mesure du débit de la part de l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Echantillons - Guide opérations d'échantillonnage et d'analyse

<p>Référence réglementaire : Autre du 16/02/2018, article 2.1.1, 2.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de préparation et de conservation</p>
<p>Prescription contrôlée : Extraits : Les échantillons devront être conservés selon les dispositions des normes en vigueur et notamment de la norme NF EN ISO 5667-3.</p>
<p>Constats : Les échantillons prélevés par l'organisme de contrôle inopiné, mandaté par la DREAL, ont été placés dans une glacière, dont la température a été contrôlée à 5°C +/-3°C. L'organisme a confié à l'exploitant deux flacons (un en verre, un en plastique) issus de son prélèvement, pour permettre une contre-analyse par son prestataire habituel. L'inspection a constaté que ces flacons n'étaient pas placés dans un contenant à température maîtrisée (stockage, au moins temporaire, dans un véhicule sur un parking). Ce procédé n'est pas conforme à la norme NF EN ISO 5667-3. L'échantillon laissé pour contre analyse pourrait donc s'avérer faussé, et non exploitable compte tenu des conditions d'entreposage, de conservation et de transport.</p>
<p>Observation n°2 : l'exploitant est invité à prendre ses dispositions pour assurer la bonne conservation des échantillons fournis pour contre-analyse suite à un contrôle inopiné, en particulier en respectant les températures de stockage jusqu'au laboratoire d'analyse. À défaut, il ne peut faire appel à une contre-analyse valable en cas de contestation des résultats du contrôle inopiné.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>